

apropos

[Perspektiven auf die Romania]

Sprache/Literatur/Kultur/Geschichte/Ideen/Politik/Gesellschaft

1 | 2018

Romanistik aktuell

Penser l'extrême droite en milieu rural : un récit de
deux France?

Dimitri Almeida

apropos [Perspektiven auf die Romania]

Hamburg University Press

2018, 1

pp. 13-32

ISSN: 2627-3446



DOI

<https://doi.org/10.15460/apropos.1.1261>

Zitierweise

Almeida, Dimitri. 2018. „Penser l'extrême droite en milieu rural: un récit de deux France?“, *apropos [Perspektiven auf die Romania]* 1, 13-32. DOI: 10.15460/apropos.1.1261

Except where otherwise noted, this article is licensed under a Creative Commons Attribution 4.0 International license (CC BY 4.0)



Dimitri Almeida

Penser l'extrême droite en milieu rural Un récit de deux France?

Dimitri Almeida

enseigne la civilisation française et
francophone à l'université de Göttingen.
dimitri.almeida@phil.uni-goettingen.de

Mots-clés

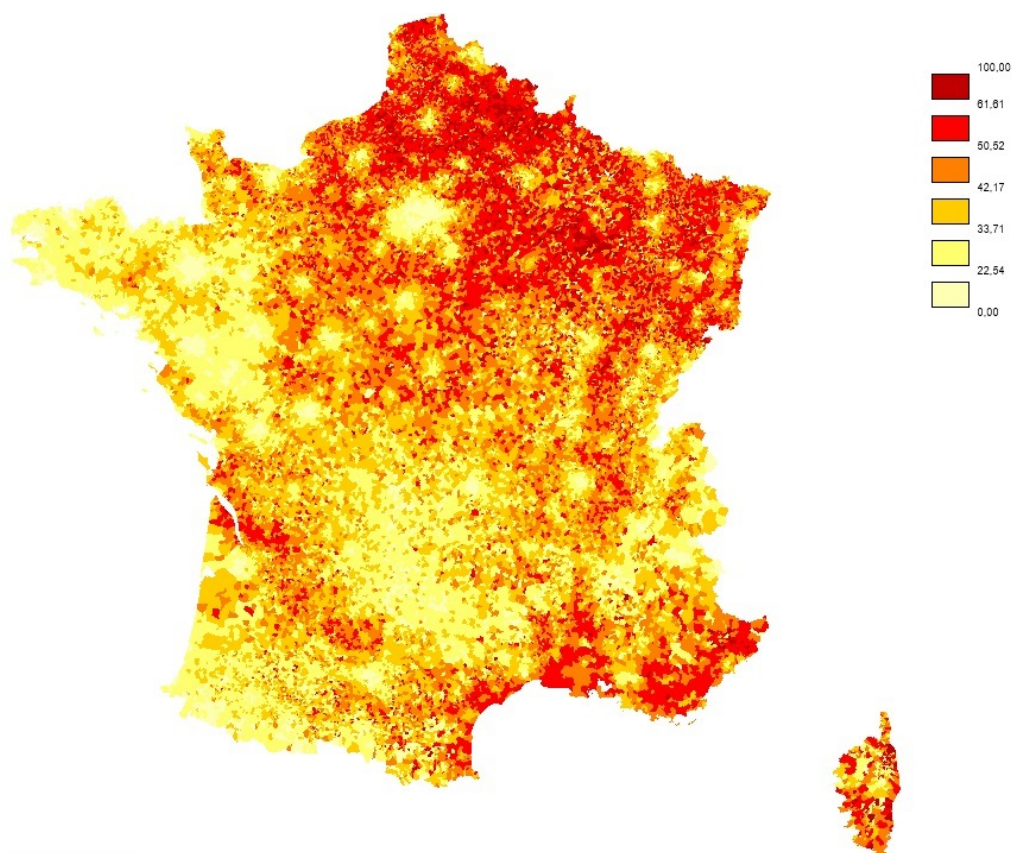
élections – extrême droite – France – Front national – ruralité

La façon dont nous pensons l'histoire de France depuis la Révolution est empreinte de l'idée que celle-ci peut être ramenée à un conflit entre deux pays – conflit parfois ouvert, parfois latent, mais toujours fécond car vecteur de changement. L'élection du chef de l'État au suffrage universel direct suivant le principe de la majorité absolue (principe qui depuis 1965 a sans exception donné lieu à des duels de second tour) a sans doute renforcé la conception antithétique d'un pays divisé en deux camps que tout oppose. Avec un duel entre deux candidats dont les profils et les préférences ne sauraient être plus distincts, le second tour de l'élection présidentielle de 2017 restera probablement dans les mémoires comme un moment culminant de cette logique bipolaire. Une projection cartographique des scores d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen à l'échelle des communes permet à première vue de tracer assez nettement les contours de ces deux France: une France urbaine qui a majoritairement voté en faveur de l'ancien ministre de l'Économie de François Hollande et une France rurale et périurbaine dont les suffrages se seraient largement portés sur la candidate de l'extrême droite.

Si l'on s'en tient à la typologie des clivages socioculturels développée par Lipset et Rokkan (1967), il apparaît tentant de caractériser le duel entre Macron et Le Pen comme l'expression politique d'un clivage qui sépare les centres urbains des périphéries rurales et périurbaines. Si les bastions du Front national¹ étaient traditionnellement situés à l'est de la ligne Le Havre-Perpignan, l'élection présidentielle de 2017 a vu des percées électorales de Marine Le Pen dans la

¹ En juin 2018, le parti a officiellement changé de nom pour devenir le « Rassemblement national ». Nous utiliserons ce nom uniquement lorsqu'il sera question des développements postérieurs à cette date.

moitié ouest du pays, dans des territoires ruraux et périurbains jusque-là perçus comme peu propices à l'enracinement de l'extrême droite.²



1 | Votes exprimés (%) pour Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2017 par commune. Source : Ministère de l'intérieur (données), Institut national de l'information géographique et forestière (fond de carte). Fait avec le logiciel Philcarto. © D. Almeida

L'idée d'un clivage territorial qui serait devenu le nouvel axe structurant de la vie politique française présente au moins trois avantages. Elle constitue tout d'abord, en application du principe du rasoir d'Ockham, un cadre interprétatif qui permet de condenser l'immense complexité des processus de réalignement politique en une formule simple et intuitive. Deuxièmement, cet hypothétique clivage concorde avec des croyances entretenues sur ce qui est censé opposer les communautés urbaines et rurales sur le plan normatif: cosmopolitisme, ouverture à l'Autre et dynamisme économique d'un côté versus traditionalisme, repli nationaliste et inertie de l'autre. Troisièmement, cette opposition permet d'aligner le cas français sur la séquence politique ouverte en 2016 par le

² C'est le cas, par exemple, en Gironde, en Indre ou dans le Cher, mais aussi en Bretagne, où, malgré un vote massif en faveur d'Emmanuel Macron (75,4 pour cent), Marine Le Pen est arrivée en tête dans certaines communes rurales du Morbihan – chose inimaginable il y a encore quelques années.

référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne ainsi que par les duels entre Hillary Clinton et Donald Trump aux États-Unis et entre Alexander Van der Bellen et Norbert Hofer en Autriche. Dans les trois cas, l'idée d'un conflit socio-spatial autour de la mondialisation des échanges commerciaux et de l'immigration a été utilisée comme grille de lecture.

Le titre du présent article fait allusion au roman de Charles Dickens *A Tale of Two Cities* dont l'action se situe à Paris et à Londres entre 1757 et la Grande Terreur. La référence au titre de ce roman est fréquemment utilisée lorsqu'il s'agit de contraster deux espaces géographiques ou deux communautés. C'est ignorer cependant qu'en mettant en exergue la similitude des conditions sociales dans les deux villes et en créant des personnages doubles et complémentaires, Dickens finit par déconstruire l'opposition antithétique entre Paris et Londres suggérée dans le titre. Dans cette optique, l'allusion au roman historique de Dickens renvoie à l'idée d'une opposition dichotomique de surface qui s'avère être nettement plus complexe lorsqu'elle est étudiée en profondeur. Cette logique correspond aux étapes de cet article. Nous commencerons par analyser comment le Front national et Marine Le Pen ont élaboré une stratégie politique consistant à opposer élites urbaines et France rurale pour se positionner comme tribuns de cette dernière. Dans un deuxième temps, nous examinerons les bases normatives et empiriques du prétendu clivage rural/urbain. En nous basant sur l'exemple de communes rurales dans le département des Vosges, nous démontrerons que le lien entre ruralité et vote lepéniste n'est pas forcément clair et que la recherche doit prêter plus d'attention aux dynamiques locales pour tenter de comprendre les transformations du paysage électoral français.

« La France des oubliés »

Pendant la campagne présidentielle de 2012, Marine Le Pen s'était rendue à Brachay, un petit village d'une cinquantaine d'habitants en Haute-Marne pour y visiter une exploitation agricole tenue par le maire, lui-même alors fervent soutien du Front national.³ En 2013, Marine Le Pen y est retournée dans le cadre d'une séquence de réunions publiques et de rencontres avec des fédérations du parti organisées dans plusieurs petites et moyennes communes de l'hexagone sous le titre révélateur de « tour de France des oubliés ». Dans une vidéo diffusée sur le site du parti, Marine Le Pen explique avoir voulu faire de Brachay « le symbole de la France des oubliés [...] d'une France qui n'intéresse pas les responsables politiques » avant de promettre de s'y rendre chaque année afin de forcer les médias à venir « au chevet de la France des oubliés » (Le Pen 2013). C'est justement le village de Brachay que Marine Le Pen a choisi pour lancer sa campagne en vue de l'élection présidentielle de 2017 – une campagne résolument placée sous le signe de la défense de la France rurale, comme en témoignent une série d'affiches électorales centrées sur la défense des services publics en milieu rural ainsi que le choix d'organiser une partie des meetings

³ Fin 2017, le maire de Brachay a rallié *Les Patriotes*, parti dissident fondé par l'ex bras-droit de Marine Le Pen, Florian Philippot.

dans des petites communes.

La place importante accordée au thème de la ruralité n'est pas une nouveauté dans le discours frontiste. À la fin des années 90, le Front national avait développé un profil programmatique sur la défense du monde rural en associant à la critique eurosceptique de la politique agricole commune une vision identitaire et antimoderniste de l'écologie inspirée en partie de la nouvelle droite (François 2012). L'extrait suivant tiré du programme électoral du FN en vue du cycle électoral de 2002 est assez révélateur de la façon dont le parti abordait la ruralité:

Première activité des sociétés civilisées et très longtemps dominante, autour de laquelle s'ordonnaient croyances et institutions, la culture du sol transmet un capital moral et intellectuel d'exception et forge un type humain fait de stabilité et de fidélité. Cela, les hommes d'idéologie ou de spéculation n'en veulent pas: les adeptes des nuées n'aiment pas le paysan enraciné. L'homme de vent sera toujours hostile à l'homme de terre. (Front national 2001, 131)

Depuis que Marine Le Pen a pris les rênes du parti, quoique formulée plus prosaïquement, la mystique barrésienne de l'identité tellurique reste perceptible. Elle est exprimée dans un cadre moins ouvertement conspirationniste, mais tout aussi nationaliste. Dans le discours de Marine Le Pen, le monde rural serait avant tout marqué par un désengagement de l'État qui se manifeste par la fermeture des services publics et des autres institutions structurant la vie sociale des petites communes. Si les élites politiques se désintéressent de la France rurale, ce n'est plus par hostilité envers « l'homme de terre », mais surtout parce qu'elles préfèrent concentrer leurs efforts sur les grandes villes et en particulier sur les banlieues défavorisées. Avec un discours politique qui insiste fortement sur le contraste entre la désertification des campagnes et les sommes allouées à la politique de la ville (voir les exemples ci-dessous), Marine Le Pen et son parti ont recours à une stratégie canonique de l'extrême droite: la politique du ressentiment. Théorisée par Hans-Georg Betz au début des années 90, cette notion constituait alors une tentative pour comprendre les succès remportés par certains partis d'extrême droite européens dans l'électorat ouvrier (Betz 1990, 1993). La vulnérabilité supposée de cet électorat dans un contexte de transformations socioéconomiques profondes aurait fait des ouvriers un public particulièrement réceptif à un discours xénophobe visant à mobiliser le ressentiment contre les élites politiques.

Appliquée aux enjeux territoriaux, la politique du ressentiment consiste à construire l'image d'une compétition entre communautés pour l'obtention de ressources limitées. Ces ressources ne sont pas seulement matérielles (infrastructures, services publics, etc.), mais aussi – et peut-être même surtout – symboliques (attention médiatique, prise en compte dans le débat politique et, plus généralement, valorisation dans le discours public). C'est ainsi qu'un tract diffusé par le parti de Marine Le Pen, peu après l'élection d'Emmanuel Macron et actualisé en vue de la rentrée scolaire 2018/2019, suggère que les dédoublements des classes de CP et de CE1 mis en place par le gouvernement

dans les établissements en réseau d'éducation prioritaire se fait au détriment des écoles en milieu rural. Ce tract affirme ainsi : « la ruralité n'a pas à être sacrifiée pour les banlieues ! » (Rassemblement national 2018). Déjà pendant la campagne de 2012, Marine Le Pen a dans ses discours fréquemment construit une opposition entre la « France des banlieues » et la « France pluriséculaire » des campagnes. Elle caractérise cette dernière comme une France à la souffrance silencieuse qui « ne connaît pas ces tumultes et ces émeutes qui attirent les caméras » et qui « ne crie pas à la discrimination » alors que les élites politiques réservent les moyens publics aux « lieux qui concentrent toute l'immigration » (Marine Le Pen 2012). Sous couvert de défense du principe républicain d'égalité territoriale, le thème des « campagnes oubliées » laisse transparaitre une posture anti-immigrés conforme aux conventions discursives de l'extrême droite qui met en avant l'idée d'une « préférence immigrée » selon laquelle les responsables politiques favorisent systématiquement les populations issues de l'immigration aux dépens des soi-disant « Français de souche ». Dans cette perspective, la ruralité apparaît comme un simple dispositif discursif permettant d'euphémiser des positions difficilement compatibles avec l'impératif d'acceptabilité républicaine qui caractérise la stratégie dite de « dédramatisation » promue par Marine Le Pen (Dézé 2015, Almeida 2013).

L'opposition entre l'authenticité des campagnes et la corruption morale des grandes villes renvoie également à une dichotomie structurante de la pensée nationaliste de droite. Dans le contexte français, Maurice Barrès est probablement l'auteur qui a le plus contribué à ancrer la célébration de la France rurale dans le discours nationaliste, avec son exaltation des provinces « qui échauffent et qui animent la France » (Barrès 1899, 26). Cependant, le couple antithétique rural/urbain semble surtout être une variation de l'antagonisme entre « pays réel » et « pays légal » développé par Charles Maurras (1900, LXXV) dans sa critique du parlementarisme. Dans le discours du FN, cette opposition est dépouillée des idées décentralisatrices maurrassiennes en faveur d'un simple binarisme entre « le peuple », incarné par la France rurale, et les élites urbaines mondialisées.

Plus généralement, la conception d'une France immuable, traditionnelle et authentique qui ne se manifesterait plus que dans les villages semble profondément enracinée dans l'imaginaire collectif français, bien au-delà de l'espace politique et intellectuel de l'extrême droite. Mentionnons ici comme seul exemple le roman *Fécondité* d'Émile Zola, premier opus du cycle inachevé des *Quatre Évangiles* publié en 1899. Dans ce roman, qui s'inscrit dans le discours nataliste de la Troisième République au tournant du siècle, Zola oppose « la vie forte et féconde des champs » (Zola 1899, 272) à Paris, ville associée au spectre de la dégénérescence morale et physique du pays. La vision des campagnes comme espaces dans lesquels se maintient l'identité de la nation semble connaître un renouveau dans le débat public français de ces dernières années.

Ce développement est particulièrement perceptible dans les discours avançant une lecture spatiale des inégalités socioéconomiques. Parmi ces discours, nous retiendrons les ouvrages à succès de l'essayiste Christophe Guilluy consacrés aux

dynamiques territoriales des processus d'exclusion sociale. Dans l'essai *Fractures françaises*, Guilluy (2010) esquisse l'image des classes populaires considérées comme les grandes perdantes des conflits fonciers et patrimoniaux entre « bobos » et « prolos » dans les espaces métropolitains, conflits qui forceraient ces derniers à s'exiler dans les périphéries rurales et périurbaines. Selon Guilluy, cette marginalisation socio-spatiale se couplerait d'une marginalisation symbolique dans un discours médiatique et politique véhiculant le poncif d'une France apaisée. Étayée dans un deuxième essai au titre complotiste *La France périphérique : comment on a sacrifié les classes populaires* (Guilluy 2014), cette opposition est présentée comme le résultat d'une politique de promotion du multiculturalisme par l'immigration et du modèle néolibéral de l'individu mobile. Face au sentiment d'être abandonnée par les élites politiques, cette « France périphérique » serait en train de développer une contre-société fondée sur la mise en avant de son capital d'autochtonie ainsi que sur le refus de la mondialisation, de l'intégration européenne et du multiculturalisme.⁴ La montée du Front national dans la France rurale et périurbaine constituerait ainsi l'expression politique de ce processus.

Nous ne nous attarderons pas sur une critique de la vision quelque peu manichéenne qui structure l'argumentation de Guilluy (l'excellent article de Gintrac/Mekdjian 2014). Force est de constater cependant que, malgré l'intérêt scientifique assez modeste d'ouvrages qui restent avant tout des essais polémiques, la logique esquissée par Guilluy semble occuper une place importante dans les tentatives d'explication du vote frontiste, tentatives ayant recours à une lecture socio-spatiale binaire opposant centre et périphéries (Betz/Meret 2013, Charreyron 2015, Perrineau 2014).⁵ Ce cadre interprétatif souffre cependant de deux faiblesses majeures : un manque de recul critique et une base empirique peu concluante.

La première critique que l'on peut formuler à l'égard de la lecture opposant une France des centres urbains à une France périphérique concerne ses similitudes frappantes avec le discours frontiste sur la « France des oubliés ». Le recours à l'image antithétique d'une France urbaine opposée à une France rurale et périurbaine fait écho à l'idéologie frontiste et, ce faisant, accorde une légitimité accrue à l'analyse portée par l'extrême droite. Dans une logique de prophétie autoréalisatrice, il contribue aussi à la production d'une réalité qui alimente les ressentiments et finit par favoriser la montée du parti de Marine Le Pen. Arrêtons-nous un moment pour examiner les fondements de cette assertion.

En démocratie, nous concevons généralement les partis politiques comme des acteurs chargés de « traduire » les principaux conflits d'une société dans un

⁴ Une partie de cette argumentation correspond à la notion d'insécurité culturelle formulée par Laurent Bouvet (2015).

⁵ Le géographe Jacques Lévy (2003) propose un cadre analytique plus nuancé avec la notion de « gradient d'urbanité » comme facteur explicatif du vote frontiste. Ce terme renvoie à la distance séparant une commune de l'agglomération urbaine de plus de 200.000 habitants la plus proche. Plusieurs études relèvent ainsi une concentration du vote en faveur du Front national dans des communes situées de 20 à 50 km des grandes aires urbaines (Ravenel et al. 2003, Bussi et al. 2012).

cadre pluraliste et compétitif (Lipset/Rokkan 1967). Comme le rappelle le politologue et philosophe Giovanni Sartori (1969), ce travail de traduction n'est pas une simple opération de transposition. Certains conflits restent intraduits dans l'espace politique; d'autres sont intraduisibles. Plus fondamentalement, l'action des partis ne consiste pas à représenter des groupes sociaux préexistants, mais à créer des consciences de groupe dans certains segments de la société en proposant une vision du monde tel qu'il est et tel qu'il devrait être. Ainsi, les partis politiques façonnent les clivages en s'efforçant de créer un contexte structurel qui leur est favorable. C'est ici tout le sens du politique tel qu'il est décrit par William H. Riker (1986) dans son ouvrage *The Art of Political Manipulation*. Si nous suivons cette conception du jeu politique, l'idée d'espaces ruraux et périurbains abandonnés par les élites politiques mise en avant par Marine Le Pen apparaît avant tout comme l'expression de ce que Schattschneider (1960, 63) a appelé le « conflit des conflits », c'est-à-dire le conflit autour de la définition des termes du débat démocratique et de l'agenda politique. Reprendre le cadre interprétatif mobilisé par un parti dans sa stratégie politique sans questionner sa base empirique n'est donc pas seulement une démarche contestable d'un point de vue éthique, c'est également une approche naïvement macrosociologique.

La deuxième critique relative à l'affirmation selon laquelle le vote en faveur de Marine Le Pen et de son parti serait structuré par un conflit entre urbanité d'un côté et ruralité et périurbanité de l'autre touche le lien entre construction théorique et validation empirique. Sans verser dans un constructivisme radical, il convient de remarquer que les concepts utilisés pour désigner le clivage dont le Front/Rassemblement national serait l'expression politique posent problème. Ainsi, la notion de « périurbanité » est une catégorie générique qui regroupe des espaces urbanisés aux profils très divers – du village agricole situé à proximité d'un pôle urbain à des communes de plus de 50 000 habitants en Île-de-France. Comme l'ont démontré Éric Charmes et ses collègues, à travers une étude qualitative de terrain, l'idée d'espaces périurbains laissés pour compte et marqués par un repli identitaire « petit blanc » ne correspond pas nécessairement aux réalités de la vie sociale dans les communes considérées comme périurbaines (Charmes et al. 2013). Si la notion de « ruralité » semble à première vue moins ambiguë, elle renvoie cependant également à de multiples configurations de l'espace difficiles à condenser en une unité appréhendable.⁶ Ainsi est-il pertinent de se demander si des catégories spatiales aussi larges constituent des instruments appropriés pour cerner les dynamiques du vote.

Se pose ici en outre la question cruciale du bien-fondé d'une approche se limitant à spatialiser les comportements électoraux au détriment des variables individuelles « classiques » (âge, statut socio-professionnel, niveau de diplôme, etc.). Comme le suggèrent Gilles Ivaldi et Joël Gombin (2015), la distribution du vote FN serait plus l'expression de la concentration géographique de certaines

⁶ Il faut d'ailleurs noter qu'en 2011, l'INSEE a abandonné la notion « d'espace à dominante rurale » au profit d'une typologie distinguant petits, moyens et grands pôles d'emplois (INSEE 2011).

catégories sociales que le produit d'un nouveau clivage urbain/rural – une assertion partiellement confirmée par l'enquête ethnographique menée dans deux communes du sud de la France par Barone et Négrier (2015). Si l'apport significatif de la géographie électorale à l'étude du vote frontiste n'est plus à démontrer, il est important que le tournant spatial dans les recherches sur l'extrême droite ne dégénère pas en une *Völkerpsychologie* des espaces de peuplement.

Afin d'illustrer ce propos et de développer une réflexion visant à mieux comprendre les particularités du vote frontiste en milieu rural, nous nous baserons sur le cas du département des Vosges pour nous référer ensuite à une enquête qualitative de terrain menée depuis 2001 dans une petite commune située au pied du Ballon d'Alsace.

Le Front national dans les Vosges

Dans le département des Vosges, Marine Le Pen a remporté 44,7 pour cent des suffrages exprimés au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017, soit à peu près onze points de plus qu'au niveau national. Les Vosges⁷ semblent ainsi s'inscrire dans l'espace qui s'étend du Nord-Pas-de-Calais au Territoire de Belfort dans lequel, à l'exception d'une partie de l'Alsace, l'enracinement du FN est généralement associé à la montée du vote frontiste parmi l'électorat ouvrier, dans une région fortement touchée par le déclin des industries lourdes et de l'industrie textile. En effet, c'est lors de l'élection présidentielle de 1995 (élection qui comme le notent Michelat et Simon en 2004 révèle une importante prolétarianisation de l'électorat frontiste) que les Vosges se démarquent par un vote en faveur de Jean-Marie Le Pen nettement supérieur au niveau national.

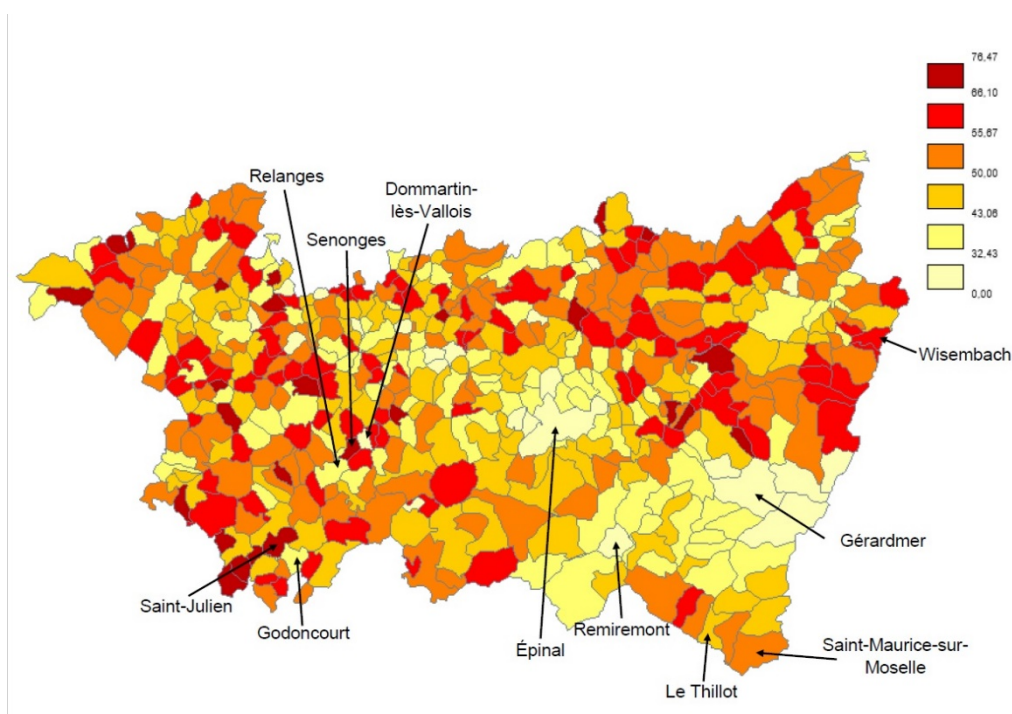
Le candidat du Front national y obtient alors 20 pour cent des suffrages, soit 5 points de plus que son score dans l'ensemble du pays. Il recueille les meilleurs résultats dans des communes situées dans l'unité urbaine du Thillot, petite commune située dans la haute vallée de la Moselle.⁸ À l'instar de nombreux autres territoires du massif vosgien, cette unité urbaine en milieu rural a été frappée de plein fouet par la restructuration de l'industrie textile – un processus ayant entraîné de nombreuses fermetures d'usines et suppressions de postes depuis les années 60. À l'inverse, les scores de Jean-Marie Le Pen sont au plus bas dans des petits villages de l'ouest du département, notamment dans le Xaintois et la Vôge. Dans l'aire urbaine d'Épinal (chef-lieu et plus grande ville du département), le candidat d'extrême droite obtient des scores moyens qui oscillent entre 15,8 pour cent à Épinal à près de 20 pour cent dans les petites communes périurbaines. Si l'on peut, en 1995, parler de clivage territorial pour

⁷ Sauf indication contraire, le terme « les Vosges » s'applique au département et non au massif montagneux homonyme qui occupe la partie orientale du département, mais dont les versants oriental et méridional se situent respectivement dans les anciennes régions d'Alsace et de Franche-Comté.

⁸ Les résultats de Jean-Marie Le Pen dans les trois communes voisines de Ramonchamp (34,8 pour cent), Fresse-sur-Moselle (31,0) et du Thillot (29,7) sont ses meilleurs scores dans les communes vosgiennes de plus de 1000 habitants.

évoquer le vote Le Pen dans les Vosges, il s'agit alors avant tout un axe qui sépare deux espaces « périphériques » : une certaine forme de ruralité à l'ouest (très petites communes de moins de 500 habitants situées dans les campagnes agricoles) et une certaine configuration de l'espace urbanisé à l'est (petites agglomérations urbaines dans un milieu en voie de désindustrialisation) – l'électorat habitant le premier espace restant apparemment moins réceptif au discours frontiste.

Ce contraste s'est progressivement atténué dans les cycles électoraux suivants. Si, au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017, Marine Le Pen obtient des résultats très élevés dans des petites communes situées dans le bassin textile du massif vosgien (62,8 pour cent des voix à Wisembach, par exemple), son score est également important dans certaines zones rurales et agricoles de l'ouest du département. Elle parvient ainsi à réunir près de deux tiers des voix dans des petites communes du sud-ouest de la Vôge. Ses résultats sont en revanche relativement faibles dans les unités urbaines les plus importantes du département. Ainsi, à Épinal, Gérardmer et Remiremont, Marine Le Pen s'incline largement face à Emmanuel Macron qui réunit près de deux tiers des suffrages exprimés. À première vue, entre 1995 et 2017, la structure spatiale du vote frontiste semble donc avoir subi une transformation profonde, passant d'un contraste entre deux espaces périphériques à un contraste entre centres urbains et périphéries, validant apparemment l'hypothèse d'un nouveau clivage territorial. La réalité du vote en faveur de Marine Le Pen en 2017 dans les Vosges échappe cependant en partie à ce binarisme.



2 | Votes exprimés (%) pour Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2017 dans les communes du département des Vosges. Source : Ministère de l'intérieur (données), Institut national de l'information géographique et forestière (fond de carte). Fait avec le logiciel Philcarto. © D. Almeida

Plutôt qu'un contraste urbain/rural, la distribution des suffrages obtenus par la candidate du FN à l'échelle du département révèle une mosaïque complexe. Le vote Le Pen peut ainsi fortement varier entre communes limitrophes sans que cette variation ne puisse être expliquée par des indicateurs socioéconomiques. C'est ainsi que dans le village de Saint-Julien (115 habitants) situé dans le sud-ouest du département, Marine Le Pen obtient 66,1 pour cent des voix. Dans la commune voisine de Godoncourt (137 habitants), son score baisse brutalement à 41,6 pour cent. Notons au passage que le taux de chômage à Godoncourt est presque deux fois plus élevé qu'à Saint-Julien (19,7 contre 10,6 pour cent), ce qui pourrait laisser imaginer une distribution inverse des résultats.⁹ Un phénomène similaire se produit dans le village de Senonges (122 habitants) avec presque 70 pour cent des voix accordées à Marine Le Pen alors que son score n'est que de 42,3 et de 32,2 pour cent dans les villages limitrophes de Relanges (212 habitants) et de Dommartin-lès-Vallois (59 habitants).

Compte tenu du nombre d'habitants souvent très faible dans les communes rurales des Vosges, ces chiffres ne constituent bien évidemment pas une base empirique pour réfuter l'existence d'un lien entre ruralité et vote frontiste. Ainsi, il suffit parfois d'un réalignement politique dans deux ou trois familles pour bouleverser la géographie électorale d'une commune entière. L'idée d'un vote

⁹ Les données sociodémographiques proviennent du recensement de la population de 2015 (INSEE 2015).

frontiste structuré par un repli identitaire collectif renvoie néanmoins à une vision homogénéisante de l'espace rural qui se heurte à une réalité bien plus complexe.

Nous ne saurions développer un modèle capable de rendre compte de cette complexité. Notre démarche est à la fois plus modeste et plus prudente. Il s'agit plutôt de proposer des pistes de recherche permettant de déplacer la question du vote frontiste en milieu rural du binarisme centre/périphérie vers une approche véritablement située du politique. Les observations suivantes sont basées sur une série de 22 entretiens collectifs menés auprès d'habitants d'une commune des Hautes-Vosges, située dans la haute vallée de la Moselle: Saint-Maurice-sur-Moselle (1390 habitants).¹⁰ Ces entretiens se sont étalés entre l'été 2001 et l'automne 2016 avec à chaque fois entre cinq et sept participants différents recrutés par interconnaissance. Il ne s'agit donc pas d'un panel permettant de reconstruire l'évolution des attitudes politiques au sein d'une communauté, mais avant tout d'une base empirique qualitative servant à mieux comprendre les raisonnements politiques. Comme le montre Pierre Lefébure sur la base d'un dispositif d'enquête plus sophistiqué, les interactions entre participants peuvent permettre de « saisir l'articulation entre expression des préférences (opinions) et explicitation de leurs justifications (normes), ce qui peut aboutir à l'identification de la complexité, voire de l'ambivalence des raisonnements » (Lefébure 2011, 401). Nous nous attacherons tout d'abord à identifier les questions qui mobilisent l'attention des habitants de cette commune. Deuxièmement, il s'agira de relever comment les participants perçoivent le Front national et comment ils interprètent les succès remportés par le parti dans leur commune. L'enquête vise donc à faire émerger un raisonnement conversationnel sur la montée du vote frontiste. Afin de favoriser un échange contradictoire, nous avons veillé à ce que la composition des groupes présente une certaine mixité politique. Chaque groupe comptait ainsi une moitié de participants ayant voté au moins une fois pour Le Pen (père ou fille) dans le cadre d'une élection présidentielle, et une autre moitié déclarant n'avoir jamais voté pour un candidat ou une liste frontiste. La préservation de l'anonymat des participants ayant été garantie, l'analyse des résultats ne fait aucune mention des variables liées au statut socio-professionnel, au niveau d'études, à l'engagement associatif ou à l'ancienneté de l'installation dans la commune.

Si la commune étudiée appartient officiellement à une aire urbaine (Le Thillot), quand les habitants évoquent leur territoire, ils utilisent des termes généralement associés à la ruralité (« la campagne », « le village », « le clocher », « on est loin de tout », etc.). Avec un habitat en partie dispersé dans plusieurs vallées, la morphologie de Saint-Maurice-sur-Moselle correspond d'ailleurs plutôt aux représentations dominantes de ce qui constitue un espace rural. Suivant l'idée que la ruralité est avant tout un « espace de représentation »

¹⁰ En 1995, Jean-Marie Le Pen avait obtenu un score important dans cette commune (28,7 pour cent des voix). En 2017, Marine Le Pen y est arrivée en première position aux deux tours de l'élection présidentielle (34,1 pour cent des voix au premier tour et 52,6 au second).

(Lefebvre 1974, 49) vécu et imaginé par ses habitants, nous considérons donc ces communes comme rurales.

Anticipation, rumeur et pessimisme

Faisant écho à la place centrale qu'occupent l'immigration et l'islam dans le discours de Marine Le Pen et de son parti, les migrations en provenance de pays majoritairement musulmans apparaissent comme un thème structurant lorsque les participants tentent d'expliquer la montée du vote frontiste dans leur commune. Confrontés au paradoxe apparent d'une posture anti-immigrés dans une commune avec une population d'origine immigrée extrêmement faible (et le plus souvent issue de l'Italie ou du Portugal), la logique exprimée est anticipatrice. Ainsi, un participant admet qu'il n'y a certes pas d'immigrés récents dans sa commune tout en ajoutant: « mais t'as qu'à voir au Thillot, et partout t'as des nanas avec leurs voiles » (octobre 2011). La même logique s'applique à la question de l'insécurité. Se référant à un fait-divers de voitures incendiées en 2014 dans une commune située à une trentaine de kilomètres, plusieurs participants expriment la crainte que le phénomène généralement associé aux banlieues défavorisées ne se propage dans leur commune. Un participant déclare ainsi qu'il est « logique » d'accorder son vote à Marine Le Pen si l'on ne veut pas que la même chose se passe à Saint-Maurice. Il explique: « Tu vas voir, bientôt ils vont commencer ici aussi [...] à mettre le feu aux caisses » (juillet 2015).

La rumeur semble jouer un rôle catalyseur dans la construction de ce contexte anxiogène. Deux exemples liés à la question de l'islam permettent d'illustrer ce propos: dans les entretiens menés en 2005 et en 2006, des participants avancent l'idée que leur commune verra bientôt l'installation d'une communauté musulmane. La rumeur veut alors que l'édifice d'une ancienne colonie de vacances deviendra une école coranique avec salle de prières. Cette rumeur fera de nouveau surface dix ans plus tard tantôt dans sa version originale, tantôt sous le récit d'un centre de « dé-radicalisation » pour fondamentalistes islamiques ou d'un lieu d'hébergement pour demandeurs d'asile. À chaque fois, la question de l'utilisation future de cet édifice associée à la crainte d'une présence immigrée importante est mobilisée comme justification de la montée du Front national dans la commune. Il faut d'ailleurs remarquer que cette dynamique correspond à la stratégie du parti de présenter les espaces ruraux comme futures terres d'immigration. Ainsi, en 2018, dans son discours de rentrée politique, Marine Le Pen parle de l'immigration comme d'une « submersion silencieuse de la France » en ajoutant qu'aucun « coin de France, même le plus reculé, n'est plus à l'abri » (Le Pen 2018).

Si ici les origines des inquiétudes autour de l'ancienne colonie de vacances ne sont pas tout à fait claires, dans un autre cas, la rumeur semble bien avoir été propagée par le Front national. Évoquant l'idée d'une « islamisation » de la France, un participant mentionne ainsi le halal comme preuve que l'islam serait déjà entré dans le quotidien des habitants de la commune:

Tu me dis qu'y a pas de musulmans, ici. Moi je veux bien. Mais les gosses à la cantine, ils mangent quoi? Tu crois qu'on leur donne du porc? Non, on leur donne du halal. Il y aura bientôt plus que ça, [...] ils en mettent même dans le dentifrice maintenant. Alors il faut pas s'étonner si les gens votent Le Pen (juillet 2015).

Pour comprendre cette affirmation quelque peu surprenante, il est nécessaire de remonter à la campagne présidentielle de 2012. Marine Le Pen avait alors placé la question des denrées alimentaires conformes aux normes et rites musulmans au cœur de sa campagne en diffusant de fausses informations sur le marché de la viande certifiée halal. Cette politisation des enjeux associés à l'alimentation s'inscrit dans une longue série de polémiques portées par des acteurs politiques locaux et nationaux de tous bords autour de l'offre halal dans les supermarchés, restaurants et cantines scolaires. Pour le FN, la question du halal permet alors de promouvoir un discours sur « l'islamisation de la France » centré sur l'idée d'une menace invisible, mais omniprésente (Almeida 2017, 254–255). Un tract diffusé lors de la campagne présidentielle allègue un « scandale » de « la viande halal imposée à tous les Français » en affirmant que les Français non-musulmans consommeraient de la viande issue de l'abattage rituel sans le savoir (Front national 2012). Deux ans plus tard, la députée européenne Mylène Troszczynski (FN) publie un communiqué dans lequel elle dénonce la fabrication d'un « dentifrice halal » dans une usine de l'Oise comme une « énième tromperie du consommateur » (Troszczynski 2014).¹¹ C'est visiblement sur la base de cette affirmation (reprise par plusieurs sites conspirationnistes) que le participant mentionne le dentifrice halal comme une preuve que l'islam serait bien arrivé dans la commune.

Si ces affirmations peuvent être lues comme une tentative de rationalisation a posteriori du vote frontiste, elles posent néanmoins la question de l'importance de la rumeur dans les réalignements électoraux en faveur de l'extrême droite. Il s'agit d'une thématique au cœur des débats actuels sur la montée des populismes de droite autour des notions de « désinformation » et de « fake news ». Ce qui nous semble important ici n'est cependant pas nécessairement la véracité des assertions diffusées, mais comment ces rumeurs, fondées ou non, sont intégrées dans la construction narrative d'une communauté menacée dans son mode de vie et son identité. L'étude sociologique et anthropologique des mécanismes de diffusion de rumeurs et de mouvement collectifs de peur, dans la tradition des travaux d'Edgar Morin (1969), pourrait servir de base pour comprendre le lien éventuel entre les rumeurs et l'enracinement du FN dans certaines communes rurales.

La déprivation anticipatrice

Les tentatives de modélisation du vote d'extrême droite qui s'intéressent à l'impact des facteurs socioéconomiques insistent régulièrement sur la notion de déprivation relative développée entre autres par Ted Robert Gurr (1970) dans

¹¹ Le dentifrice halal en question est produit à base de graisse de poisson qui remplace la graisse de porc habituellement utilisée.

Why Men Rebel. Cette notion repose sur l'idée que la montée de partis d'extrême droite se nourrit des griefs que des individus peuvent ressentir lorsqu'ils comparent leur situation présente à leurs attentes, à leur situation passée ou à la situation perçue des membres d'un autre groupe. Il faut noter que si cette déprivation est souvent conçue par rapport à des variables économiques, elle peut également être pensée d'une façon plus large en termes de statut social et de sentiment de déclassement (Rydgren 2007). La méthode des entretiens de groupe utilisée dans notre étude ne constitue certes pas une base adéquate pour tester l'hypothèse de la déprivation relative. Les discussions des participants font néanmoins ressortir des aspects sociopsychologiques intéressants qui permettent d'engager une réflexion au sujet du lien entre déprivation et vote frontiste en milieu rural.

Au long du XXe siècle, la commune étudiée a connu un déclin démographique important associé à la crise de l'industrie textile. Ce déclin a eu pour effet une réduction considérable des infrastructures et services publics (fermeture de la ligne ferroviaire reliant Épinal à Bussang, fermetures d'écoles, etc.) allant de pair avec une dégradation du tissu commercial. Dans chaque groupe de discussion, les participants évoquent ce déclin indépendamment de leurs préférences politiques, mais aussi de leur âge. Ce dernier point est important, car il révèle que le sentiment de dépravation ne se réfère pas nécessairement à une situation antérieure vécue, mais à un récit collectif sur le passé de la commune. Une participante née bien après la fermeture du café et de l'école qu'elle mentionne affirme ainsi: « [...] il y avait le café où les petits allaient acheter des bonbons à la fin des classes. [...] Maintenant, regarde ce qu'il en reste » (octobre 2001). Commentant la campagne de Jean-Marie Le Pen en 2007, un autre participant explique « il [Le Pen, D.A.] a raison de dire qu'on nous a abandonnés [...] si t'as quelque chose qui t'arrive [...] t'as le temps de mourir avant d'aller aux urgences [...] puis si tu meurs t'as même pas de curé pour te dire la messe » (mars 2007).

Tout au long des entretiens se dessine une certaine symétrie entre le discours frontiste qui dénonce un désengagement de l'État dans les communes rurales et le regard que les participants portent sur l'évolution de leur territoire. Il est cependant important de noter qu'au niveau des services et infrastructures publiques, la situation de la commune s'est plutôt stabilisée, voire améliorée depuis la fin des années 90: maintien du bureau de poste, du stade et de la piscine municipale, ouverture d'une maison de santé pluridisciplinaire, liaison en bus avec la gare TGV de Remiremont, etc. Malgré quelques fermetures de commerces, la commune compte encore une boulangerie, une pharmacie, un bureau de tabac et plusieurs restaurants et bistros. Dans un groupe de discussion, un participant critique ouvertement ce qu'il considère comme une vision « exagérée » du déclin de la commune (juillet 2015). Une participante répond alors: « c'est vrai que ça va un mieux [...], mais pour combien de temps? » – question à laquelle un autre participant ajoute « tu crois qu'ils vont la garder longtemps ouverte la Poste? [...] Moi je te dis que ça ne va pas durer ».

Nous constatons ici, du point de vue formel, une logique similaire à celle que nous avons observée par rapport à la question de l'immigration. Sans vouloir

relativiser les problèmes bien réels et souvent graves auxquels un grand nombre de communes rurales doivent faire face, force est de constater que le discours sur le déclin de la commune relève d'un raisonnement qui anticipe une déprivation – déprivation estimée le plus souvent par rapport à une représentation collective d'un statu quo antérieur.

La question de l'offre politique

Les études consacrées au succès de partis d'extrême droite tendent à se concentrer sur la demande politique et à négliger les facteurs ayant trait à l'offre (Mudde 2010, 1172). Dans les paragraphes précédents, nous avons tenté de mettre en évidence les concordances entre récits collectifs et positions articulées dans le programme du Front national. Nous avons notamment montré comment le discours frontiste est assimilé et reproduit dans les propos de certains habitants. S'intéresser à l'offre politique signifie cependant aussi prendre en considération la présence effective d'un parti sur un territoire en tenant compte d'aspects tels que l'organisation locale, le militantisme et les dynamiques de recrutement. Ces points ne peuvent être qu'effleurés, car leur étude approfondie nécessiterait un travail à une échelle plus vaste avec une démarche bien différente de celle déployée ici. Compte tenu du fait que la dimension de l'offre est souvent évoquée par les participants, nous traçons malgré tout quelques pistes de réflexion qui, quoique nécessairement lacunaires, pourront servir de base à des recherches futures.

Quelques mois après les élections européennes de 2014, une participante explique avoir voté pour la liste du FN dans les termes suivants: « C'est les seuls que je connais, enfin, je ne sais même pas qui [...] se présente encore. [...] Les autres, ils mettent pas d'affiches, pas de tracts, rien » (août 2014). Si les affiches électorales ne constituent probablement pas la source d'information politique la plus importante, il est vrai que le parti de Marine Le Pen tend à se démarquer des autres par une présence visuelle sur les panneaux d'affichage de la commune beaucoup plus prégnante – phénomène nettement observable lors des présidentielles de 2012 et de 2017 ainsi que des élections régionales de 2015. Il semble également que le parti mise plus que d'autres formations politiques sur des formes d'action militante traditionnelles (campagnes de tractage sur les marchés, collage d'affiches, réunions publiques, etc.). À l'ère du numérique, ces formes de communication politique peuvent paraître anachroniques. Lorsqu'elles sont évoquées par les participants, elles sont cependant perçues comme les marqueurs d'une présence locale qui renforce le sentiment que le FN est la seule formation politique s'intéressant au sort de la région.

Comme c'est généralement le cas dans les espaces ruraux, le rapport au politique des habitants de la commune étudiée se décompose en deux configurations distinctes avec d'un côté l'univers de la politique à l'échelle locale, intercommunale et cantonale dominé par des notables locaux étiquetés « divers droite », « divers gauche » ou, plus vaguement, « divers ». De l'autre, un jeu politique beaucoup plus compétitif au-delà du cadre départemental. C'est

dans cette dernière arène électorale que le FN et ses candidats réussissent à obtenir des scores importants. À Saint-Maurice-sur-Moselle, Marine Le Pen arrive ainsi en tête au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 (26,8 pour cent des voix) ainsi qu'aux deux tours de la présidentielle de 2017 (cf. supra). Aux régionales de 2015, la liste conduite par Florian Philippot, alors vice-président du parti (entré depuis en dissidence), dépasse de loin les listes concurrentes avec 46,5 pour cent des suffrages dès le premier tour.

En revanche, les performances du FN restent plus modestes lorsque l'échelle du scrutin se réduit. Aux élections départementales de 2015, le parti ne reçoit que 31,2 pour cent des voix exprimées contre 61,1 pour les candidats divers droite gagnants, et ce malgré des candidats frontistes tous deux issus de la commune. Une faiblesse électorale encore plus marquée est observable au niveau des élections législatives dont le mode de scrutin par circonscription tend à favoriser les candidats avec un ancrage local. En 2017, la candidate du FN, Marina do Santos, ne réunit que 13,6 pour cent des voix dans la commune étudiée contre 59,6 pour le candidat divers droite finalement élu député de la troisième circonscription des Vosges. Fils de la commune, ce dernier est certes dans une position avantageuse face à ses concurrents. Cependant, le score de la candidate FN reste également relativement faible dans sa commune de domicile (15,1 pour cent à Cornimont).

Quant au niveau communal, il reste le talon d'Achille du parti. Les très rares cas de communes du département dans lesquelles le FN a réussi à présenter une liste en 2014 étaient presque tous le produit d'initiatives individuelles plutôt que le résultat de la mise en place de structures locales. Il est vrai que, même dans les communes de plus de 1000 habitants, les élections aux conseils municipaux et communautaires restent peu propices à la mobilisation d'enjeux partisans. Malgré un réseau militant épars, mais actif, le parti de Marine Le Pen semble rencontrer les mêmes difficultés à développer un ancrage institutionnel local en milieu rural que les autres formations politiques.

Il n'est pas à exclure que la faiblesse de structures politiques locales puisse, dans certains cas, constituer un terreau favorable au développement du vote frontiste. En la quasi-absence d'agents de médiation politique partisane, le discours simpliste mais efficace du FN/RN peut se propager sans grand obstacle et ce d'autant plus que d'autres instances de sociabilité (notamment les syndicats et les associations paroissiales) ont connu un fort déclin dans les dernières décennies. Un participant explique avoir arrêté de « parler politique » avec d'autres habitants et ajoute: « On se sent de plus en plus seul [...] quand on dit qu'on est contre les idées du FN [...]. Les discussions politiques, de toute façon, c'est perdu d'avance » (juillet 2015).

Rares sont cependant les participants aux entretiens qui disent croire qu'une arrivée au pouvoir du parti apportera une réponse à leurs problèmes. Au contraire, la vision d'une classe politique en partie malhonnête, coupée des réalités locales englobe également le FN et ses dirigeants. Ainsi, des électeurs du FN présents lors d'un entretien acquiescent lorsque l'un d'entre eux affirme

au sujet de Marine Le Pen « Bien sûr qu'elle est pas mieux. Je me fais pas d'illusion moi. Que ce soit Le Pen, Sarkozy ou Hollande, ils sont tous pareils. Au fond, ils s'en foutent » (février 2012). Paradoxalement, le FN/RN semble déjà être la victime collatérale d'un discours anti-élites qu'il contribue à entretenir. Dans cette optique, la tâche à laquelle s'est consacrée Marine Le Pen de concilier opposition systémique et normalisation politique reste une équation insoluble.

En guise de conclusion

L'étude à laquelle nous nous sommes référés ne permet pas de distinguer les facteurs écologiques des facteurs sociologiques du vote frontiste. Bien au contraire, elle s'intéresse à un espace discursif situé à la croisée de ces deux facteurs. Il s'agit là d'un espace structuré par des récits communs construits à partir d'une mémoire collective dans laquelle le traumatisme de la désindustrialisation et de ses conséquences sur la démographie et les infrastructures d'une commune joue un rôle central. Marine Le Pen et son parti proposent un discours qui donne un sens et une portée plus larges à ces récits.

L'objectif de cet article n'est pas de porter un jugement moral sur le Rassemblement national et encore moins sur celles et ceux qui, à un moment ou un autre, lui ont accordé ou lui accorderont leur suffrage. L'extrême droite n'est cependant pas un objet de recherche comme les autres dans la mesure où toute attitude neutre à son égard équivaut à une neutralité envers les principes mêmes qui fondent les sciences humaines et sociales – à commencer par la liberté scientifique et la reconnaissance de l'Autre en tant que sujet, conditions essentielles pour la construction d'un savoir intersubjectif. Caractériser le parti de Marine Le Pen comme une formation qui se nourrit des peurs et des angoisses peut paraître trivial. Cela correspond néanmoins aux réalités observées dans cette étude. Or, ce n'est pas sans conséquences sur la question de savoir comment endiguer le vote frontiste. Si le désenclavement, le maintien des services publics et le développement économique restent les objectifs d'action publique prioritaires pour répondre aux problèmes et aux inquiétudes des habitants de nombreuses communes rurales, les pistes d'analyse discutées ici suggèrent que le vote FN est associé à des dynamiques sociopsychologiques qui ne sont pas nécessairement en phase avec les réalités objectivement constatables.

Terminons enfin par une remarque, anecdotique certes, mais qui se concilie difficilement avec la conception d'une France rurale acquise au Front national. Elle concerne Domrémy-la-Pucelle, petite commune vosgienne de 125 habitants, connue comme le lieu de naissance de Jeanne d'Arc, figure historique que Marine Le Pen présente régulièrement comme l'inspiratrice de son engagement politique. Si l'élection présidentielle de 2017 s'était déroulée uniquement dans ce village, Marine Le Pen aurait perdu dès le premier tour où elle est arrivée en troisième position, loin derrière Emmanuel Macron et François Fillon.

Références bibliographiques

- ALMEIDA, Dimitri. 2013. « Towards a post-radical Front National? Patterns of ideological change and *dédiabolisation* on the French radical right. » *Nottingham French Studies* 52(2), 167-176.
- ALMEIDA, Dimitri. 2017. « Exclusionary secularism: The Front national and the reinvention of *laïcité*. » *Modern & Contemporary France* 25(3), 249-263.
- BARONE, Sylvain & Emmanuel Négrier. 2015. « Voter Front National en milieu rural. Une perspective ethnographique. » Dans *Les faux-semblants du Front national*, ed. Crépon, Sylvain, Alexandre Dézé & Nonna Mayer, 417-434, Paris: Presses de Sciences Po.
- BARRÈS, Maurice. 1899. *La terre et les morts: sur quelles réalités fonder la conscience française*. Paris: Ligue de la patrie française.
- BETZ, Hans-Georg. 1990. « Politics of resentment: Right-wing radicalism in West Germany. » *Comparative Politics* 23(1), 45-60.
- BETZ, Hans-Georg. 1993. « The new politics of resentment: Radical right-wing populist parties in Western Europe. » *Comparative Politics* 25(4), 413-427.
- BETZ, Hans-Georg & Susi Meret. 2013. « Right-wing populist parties and the working class vote: what have you done for us lately? » Dans *Class Politics and the Radical Right*, ed. Rydgren, Jens, 107-121, Abingdon: Routledge.
- BOUVET, Laurent. 2015. *L'insécurité culturelle*. Paris: Fayard.
- BUSSI, Michel et al. 2012. « Analyse et compréhension du vote lors des élections présidentielles de 2012. L'apport de la géographie électorale. » *Revue française de science politique* 62(5), 941-963.
- CHARMES, Éric et al. 2013. « Le périurbain, France du repli? » *La Vie des idées* <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01419200/document>.
- CHARREYRON, Gilles. 2015. « Le Front national en Auvergne: à la recherche d'un enracinement? Approche territoriale du vote. » *Siècles* 41, <<http://journals.openedition.org/siecles/2683>>.
- DÉZÉ, Alexandre. 2015. « La « dédiabolisation ». Une nouvelle stratégie? » Dans *Les faux-semblants du Front national*, ed. Crépon, Sylvain, Alexandre Dézé & Nonna Mayer, 25-50, Paris: Presses de Sciences Po.
- FRANÇOIS, STÉPHANE. 2012. *L'Écologie politique: une vision du monde réactionnaire?* Paris: Cerf.
- FRONT NATIONAL. 2001. *Pour un avenir français: le programme de gouvernement du Front national*. Paris: Éditions Godefroy de Bouillon.
- FRONT NATIONAL. 2012. « Scandale: la viande Halal imposée à tous les Français. » <<https://www.rassemblementnational.fr/scandale-halal/>>. 01.10.2018.
- GINTRAC, Cécile & Sarah Mekdjian. 2014. « Le peuple et la « France périphérique » : la géographie au service d'une version culturaliste et essentialisée des classes populaires. » *Espaces et sociétés* 156/157, 233-239.
- GUILLUY, Christophe. 2010. *Fractures françaises*. Paris: François Bourin.
- GUILLUY, Christophe. 2014. *La France périphérique: comment on a sacrifié les classes populaires*. Paris: Flammarion.
- GURR, Ted R. 1970. *Why Men Rebel*. Princeton: Princeton UP.
- INSEE [Institut national de la statistique et des études économiques]. 2011. « Le nouveau zonage en aires urbaines de 2010. » *Insee Première* 1374, <<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1281191>>.
- INSEE. 2015. « Résultats du recensement de la population: état civil en géographie et exploitation principale en géographie au 01/01/2017. » <<https://www.insee.fr/fr/statistiques>>.

- IVALDI, Gilles & Joël Gombin. 2015. « The Front National and the new politics of the rural in France. » Dans *Rural protest groups and populist political parties*, ed. Strijker, Dirk et al., 243-264, Wageningen: Wageningen Academic Publishers.
- LE PEN, Marine. 2012. « Discours de Marine Le Pen à Châteauroux le 26 février 2012. » <<https://www.rassemblementnational.fr/videos/discours-de-marine-le-pen-a-cha%CC%82teauroux/>> 07.09.2018.
- LE PEN, Marine. 2013. « Tour de France des oubliés : Marine Le Pen à Brachay », <<https://www.rassemblementnational.fr/videos/tour-de-france-des-oublies-marine-le-pen-a-brachay/>> 04.09.2018.
- LE PEN, Marine. 2018. « Discours à Fréjus, 16 septembre 2018. » <<https://www.rassemblementnational.fr/videos/discours-de-marine-le-pen-a-frejus-2/>> 20.09.2018.
- LEFEBVRE, Henri. 1974. *La Production de l'espace*. Paris: Anthropos.
- LEFÉBURE, Pierre. 2011. « Les apports des entretiens collectifs à l'analyse des raisonnements politiques. Composition des groupes et dynamiques discursives. » *Revue française de science politique* 61(3), 399-420.
- LÉVY, Jacques. 2003. « Périurbain: le choix n'est pas neutre. » *Pouvoirs locaux* 56, 35-42.
- LIPSET, Seymour Martin & Stein Rokkan. 1967. « Cleavage structures, party systems and voter alignments: an introduction. », Dans *Party Systems and Voter Alignments: Cross-national perspectives*, ed. Lipset, Seymour Martin & Stein Rokkan, 1-64, New York: The Free Press.
- MAURRAS, Charles. 1900. *Enquête sur la Monarchie*. Paris: Nouvelle Librairie Nationale.
- PERRINEAU, Pascal. 2014. *La France au Front: essai sur l'avenir du Front national*. Paris: Fayard.
- MICHELAT, Guy & Michel Simon. 2004. *Les Ouvriers et la politique: permanence, ruptures, réalignements; 1962-2002*. Paris: Presses de Sciences Po.
- MORIN, Edgar. 1969. *La Rumeur d'Orléans*. Paris: Seuil.
- MUDDE, Cas. 2010. « The populist radical right: a pathological normalcy. » *West European Politics* 33(6), 1167-1186.
- RASSEMBLEMENT NATIONAL. 2018. « Défendons l'école de proximité! », <https://www.rassemblementnational.fr/telecharger/tracts/RN_A5_TRACT_FERMETURE_CLASSES_RN_2018_HD_STC.pdf> 06.09.2018.
- RAVENEL, Loïc et al. 2003. « Vote et gradient d'urbanité: les nouveaux territoires de l'élection présidentielle de 2002. » *Espace, populations, sociétés* 3, 469-482.
- RIKER, William H. 1986. *The Art of Political Manipulation*. New Haven: Yale University Press.
- RYDGREN, Jens. 2007. « The Sociology of the Radical Right. » *Annual Review of Sociology* 33, 241-262.
- SARTORI, Giovanni. 1969. « From the sociology of politics to political sociology. » Dans *Politics and the Social Sciences*, ed. Lipset, Seymour Martin, 65-100, New York: Oxford UP.
- SCHATTSCHEIDER, Elmer E. 1960. *The Semi-Sovereign People: A realist's view of democracy in America*. New York: Rinehart & Winston.
- TROSZCZYNSKI, Mylène. 2014. « En Picardie, on fabrique du dentifrice halal! Communiqué de presse du 23 septembre 2014 », <<https://www.rassemblementnational.fr/communiques/en-picardie-on-fabrique-du-dentifrice-halal/>> 01.10.2018.
- ZOLA, Émile. 1899. *Fécondité*. Paris: Eugène Fasquelle.

Résumé

Le présent article s'intéresse aux succès remportés par Marine Le Pen et le Front national en milieu rural. Si ceux-ci sont régulièrement interprétés comme l'expression de l'émergence d'un clivage opposant une France urbaine à une France périphérique, l'analyse des fondements normatifs et empiriques de ce prétendu conflit spatial révèle des dynamiques socioculturelles beaucoup plus complexes. En nous basant sur une étude qualitative de terrain menée dans le département des Vosges, nous explorons les liens entre transformations socioéconomiques, récits collectifs de déprivation, propagation de rumeurs et développement du vote frontiste pour démontrer que l'essor du parti lepéniste dans certaines communes rurales échappe largement à un récit de deux France.

Abstract

The present article addresses the electoral success of Marine Le Pen and the *Front National* in rural areas. This phenomenon is regularly interpreted as the expression of an emergent territorial cleavage between urban and peripheral areas. However, the analysis of the normative and empirical bases of this supposed spatial conflict reveals much more complex sociocultural dynamics. Based on qualitative fieldwork in the Vosges department in eastern France, I explore the links between collective narratives of deprivation, the propagation of rumours and the radical right vote in order to show that the rise of the *Front National* in a number of rural municipalities largely eschews a binary tale of two Frances.